

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [94] (2006)
Heft: 1499

Artikel: Culture pesticide et protection mortifère
Autor: Dussault, Andrée-Marie
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282949>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Culture pesticide et protection mortifère

Ils sont censés nous protéger et pourtant, ils ont enferré l'agriculture dans un cercle vicieux, minant l'environnement et notre santé, en particulier celle des femmes. Un groupe d'environnementalistes féministes brise le silence sur l'industrie controversée des pesticides en citant des faits qui dérangent¹.

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Qui suis-je ? Chaque année, des milliards de kilogrammes de mes particules chimiques toxiques sont délibérément décimées dans l'environnement, intoxiquant la faune, la flore, l'air, l'eau et les sols, infiltrant la chaîne alimentaire et se stockant dans vos corps. Parmi le grand nombre, toujours croissant, de produits chimiques existants, je représente la famille qui a pris le plus d'expansion ces quatre dernières décennies puisque globalement, environ 1000 de mes ingrédients actifs sont utilisés, combinés en dizaines de milliers de produits. Enfin, mon utilisation intensive a radicalement transformé l'agriculture – le principal secteur économique de la plupart des pays en développement – augmentant la production de nourriture certes, mais au détriment de votre santé et de l'environnement. Je suis ceux que la scientifique Rachel Carson qualifiait en 1962 dans un ouvrage explosif, *Silent Spring*² qui a mis sur la défensive toute une industrie, les «élixirs de la mort» : les pesticides.

Dans les pays en développement seulement, environ 50 millions de personnes travaillent dans les plantations, en contact direct avec les pesticides, tandis que d'autres 500 millions y sont exposés via l'agriculture traditionnelle et le travail saisonnier. La pauvreté, le peu de ressources, l'absence d'informations et de politiques de régulation adéquates font en sorte qu'il est pratiquement impossible d'utiliser ces produits chimiques dangereux de manière sûre. D'autant que «la plupart de celles et ceux qui mélangent et appliquent les pesticides sont analphabètes ou presque», souligne Marion Moses, fondatrice du Pesticide Education Center à San Francisco, et même s'ils savaient lire, les étiquettes ne sont généralement pas dans leur langue d'origine.» Sans compter, ajoute-t-elle, que certains travailleur-se-s n'ont jamais entendu parler de masques ou d'habits de protection, ou ne peuvent juste pas se les payer. Pour d'autres, simplement

changer de vêtements relève du domaine de l'impossible.

Se suicider au pesticide

De sorte que les conséquences sanitaires provoquées par ces «élixirs de la mort» sont nombreuses; parmi elles, citons les cancers, les problèmes reproductifs, les défauts à la naissance et l'affaiblissement du système immunitaire. Pour leur part, les empoisonnements involontaires sont monnaie courante : une estimation de l'EPA aux Etats-Unis, basée sur une extrapolation des cas recensés en Californie, révélait entre 10'000 et 20'000 intoxications sévères chaque année. Un calcul jugé bien en dessous de la réalité par Barbara Dinham, directrice du Pesticide Action Network au Royaume-Uni : «Ces chiffres sont probablement sérieusement sous-estimés, affirme-t-elle, car rapporter le problème implique que la personne affectée a identifié la source de l'empoisonnement, qu'elle a cherché à le traiter, qu'il a correctement été diagnostiqué par un médecin, qu'une investigation a été menée et que le cas a été soumis aux autorités.» En fait, les pesticides sont parfois tellement toxiques que des désespéré-e-s les boivent pour se suicider !

On s'en doute, les femmes souffrent davantage que les hommes des conséquences des pesticides. Evidemment parce qu'elles sont les plus pauvres parmi les pauvres, donc plus exposées aux produits bon marché, parfois périmés, souvent les plus néfastes et les plus obsolètes; parce qu'elles sont aussi presque ignorées de la recherche et des politiques : «La perspective prévalente parmi les chercheurs, les épidémiologistes et les acteurs politiques veut que les femmes soient moins exposées aux pesticides puisque la tâche de les répandre revient généralement aux hommes», explique Barbara Dinham. Si dans certains cas, c'est vrai, les femmes

sont néanmoins exposées indirectement: lorsqu'elles travaillent dans des champs qui viennent à peine d'être arrosés, en sélectionnant et en emballant des fruits et légumes fraîchement aspergés, ou encore, en lavant les vêtements infectés.

La recherche biaisée

En effet, il semble que la recherche sur les pesticides s'intéresse peu aux conséquences différentes sur les sexes et pratiquement aucune statistique ventilée par le genre n'est disponible. Cependant, «après des décennies de négligence scientifique et publique, l'impact des pesticides sur la santé de l'autre moitié de l'humanité commence à émerger», relève Marion Moses. En revanche, les estimations de risques toxiques pour vérifier la sécurité d'un pesticide sont parfois fondées sur des expériences menées auprès d'hommes blancs européens, déplore-t-elle, alors qu'y seront exposées des Africaines souffrant de malnutrition...

En dépit des discriminations sexistes qui les rendent plus vulnérables, les femmes réagissent différemment aux pesticides pour des raisons d'ordre biologique : leur taux de graisse corporelle, leurs hormones et leur métabolisme les prédisposent à des effets secondaires encore plus néfastes. Même lorsque exposées aux mêmes quantités que les hommes, les femmes stockent naturellement plus de matériel toxique soluble dans la graisse. Enfin, les conséquences dramatiques des pesticides s'étendent aussi à la sphère sociale. Par exemple, dans les sociétés où les croyances liées à la sorcellerie prévalent, les effets sanitaires engendrés par les pesticides, par exemple la stérilité masculine, ne sont pas toujours reconnus comme le résultat de l'exposition aux toxines, mais comme celui d'un sort. D'un sort en l'occurrence jeté sur celle dont le mari ne peut lui faire un enfant...



Une approche différente

Les différences de genre en ce qui concerne les pesticides ne se résument pas aux effets qu'ils exercent. Selon Meriel A. Watts, directrice de la Soil and Health Association en Nouvelle-Zélande, l'approche masculine et féminine quant aux produits chimiques diffèrent : «Les hommes choisissent plus volontiers les pesticides chimiques, explique-t-elle, tandis que les femmes tendent davantage vers les produits plus naturels.» D'ailleurs, fait-elle valoir, le mouvement «anti-toxic» initié aux États-Unis dans les années 80 était essentiellement mené par des activistes féminines. Les raisons invoquées pour expliquer cette tendance sont multiples : les femmes portent les enfants, lesquels souffrent des séquelles des pesticides ; en défiant le statu quo, celles-ci ont moins à perdre que les hommes ; enfin, elles sont moins impressionnées par la technologie. Par ailleurs, une étude menée en 1997 par des membres de la British Toxicological Society a démontré que les toxicologues féminines jugent les risques liés aux produits chimiques plus élevés que leurs collègues masculins.

Une industrie qui encaisse et prospère

«Les effets de produits toxiques comme l'alcool ou le tabac sont documentés, connus, leur prévention est faite et dans plusieurs pays, ils sont soumis à une stricte législation.» soutient Clare Short, dans la préface de l'ouvrage collectif *Silent Invaders*. En revanche, ajoute-t-elle, pour ce qui est des pesticides, il s'agit d'une toute autre histoire. «Alors que des doutes et une connaissance même partielle, devraient inciter à une approche prudente et conservatrice, avance Barbara Dinham, directrice du Pesticide Action Network au Royaume-Uni, les politiques peinent souvent à prendre des mesures concrètes de prévention avant qu'une «certitude scientifique» soit établie quant aux dangers potentiels d'une particule chimique.»

Cette approche se révèle risquée, car les données scientifiques demeurent pour l'essentiel fragmentées, limitées et parfois même contradictoires. A titre d'exemple, la toxicologie n'a pas réussi ces vingt dernières années à détecter l'impact néfaste des pesticides organochlorés persistants qui ont été déversés sur le marché dans les années 40-50. La capacité de certains à bouleverser le système hormonal humain n'a pas été reconnue avant 1990 et les plus dangereux parmi ces pesticides ont enfin été globalement interdits de production en 2000 seulement.

En effet, ce n'est que ces dernières dix années que des outils législatifs ont été adoptés³ pour réguler le marché des pesticides. De surcroît, ces instruments semblent en profond décalage avec la réalité sur le terrain. Notamment parce que les pesticides aujourd'hui bannis par ces conventions ont été depuis longtemps déversés sur la planète, ils ont déjà profondément infiltré la chaîne alimentaire et sont donc déjà présents dans nos organismes. Par ailleurs, d'énormes quantités de pesticides obsolètes sont stockées ici et là dans le monde; en Afrique seulement, selon Miriam Jacobs, nutritionniste et toxicologue, jusqu'à 50 000 tonnes reposent, «souvent dans de vieux conteneurs, qui coulent, contaminant le sol, l'air et l'eau». Sans compter que les conditions sous lesquelles les particules chimiques toxiques devraient être conservées, transportées, utilisées et jetées sont souvent ignorées.

Le poids de l'industrie des pesticides peut peut-être expliquer la frilosité des instances politiques et de la communauté internationale à agir dans l'intérêt général: selon les chiffres du Pesticide Action Network au Royaume-Uni, elle vaudrait la modeste somme de 30 milliards de dollars US. Elle pèse tellement lourd que l'étude des formes de contrôles des pesticides chimiques a supplanté le biocontrôle dans les universités, les compagnies agrochimiques constituant les principaux bailleurs de fonds...

¹ Ces informations sont réunies dans l'ouvrage collectif édité par Miriam Jacobs et Barbara Dinham : *Silent Invaders: Pesticides, Livelihoods and Women's Health*, Inde, 2004.

² Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston, éd. Houghton Mifflin, 1962.

³ La Rotterdam Convention on Prior Informed Consent in Trade in Hazardous Chemicals en 1998 et la Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants en 2001.